

Le squat du centre des arts dégèle un dossier épineux

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGAUDELOUPE.COM / LA RÉDACTION

16 juillet 2021



Depuis le 5 juillet dernier une bannière orne la façade du Centre des arts et de la culture à Pointe-à-Pitre, on peut y lire "rézistans pou kilti". Une agitation inhabituelle ponctuée par le son des tambours ka a soudain interrompu le long silence intermittent qui pèse sur le bâtiment depuis plus de 12 ans. C'est à l'appel de l'Alyans nasyonal gwadloup (ANG), troisième force politique du territoire depuis les dernières élections régionales qu'un squat artistique s'est mis en place. Florence Naprix, l'une des organisatrices de l'action, a affirmé que les artistes s'installeront pour deux mois, le temps des grandes vacances. Le squat artistique proposera au public des projections-débats, des ateliers, des cours autour de pratiques artistiques ainsi que des "koud tanbou".

Dès le mois de décembre 2020, Ghislaine Nanga, directrice de la culture et du patrimoine de la ville de Pointe-à-Pitre avait créé la page Facebook "Collectif de sauvegarde du centre des arts et de la culture de

Guadeloupe" afin d'alerter le grand public sur ce chantier à l'arrêt.

Situé place des Martyrs de la Liberté, juste en face de l'Hôtel de Ville, ce temple de la culture fut inauguré en 1978. Il avait alors coûté 48 millions de francs, pris en charge par la municipalité. Avant de devenir le symbole de la faillite de la ville de Pointe-à-Pitre, le centre des arts accueillait près de 60000 spectateurs par an en moyenne autour d'environ 120 spectacles annuels. Un vide important s'est créé depuis, en particulier pour les acteurs du spectacle vivant qui ont besoin d'un lieu réunissant les conditions techniques et de confort pour la diffusion et la création de leurs œuvres. On peut évidemment citer d'autres lieux dédiés au spectacle vivant en Guadeloupe, mais aucun ne possède les dimensions et les caractéristiques du Centre des arts.



Le 3 février 2016, Jacques Bangou alors maire de Pointe-à-Pitre postait sur Twitter les photos de la visite du chantier du centre des arts le matin même avec notamment les élus de Cap Excellence et Pointe-à-Pitre, soit près d'une cinquantaine de personnes.

Cap Excellence, qui gère le projet depuis 2011, a affirmé par voie de communiqué le 6 juillet dernier que le "Centre des Arts n'est pas à l'abandon depuis 12 ans !!". La phrase est ponctuée de deux points d'exclamation maladroits, qui soulignent l'agacement du président de la collectivité. Eric Jalton a tenu à préciser que le chantier "a été mis à l'arrêt en raison notamment de défaillances d'entreprises attributaires". Le

président de Cap Excellence en appelle à la Région Guadeloupe, à l'Europe et à l'Etat pour cofinancer le projet. Ce qui signifie en filigrane, que celui-ci n'a pas fait l'objet d'un plan de financement jusque-là. Le communiqué de presse indique qu'après la "finalisation de son projet culturel" dont on s'étonne qu'il ne soit pas ficelé à ce stade, "les travaux [...] pourraient redémarrer dans les prochains mois". Une déclaration qui paraît ironique alors que l'on peut encore lire sur le site web de Cap excellence que "la date de mise en service du Centre des Arts et de la Culture est prévue en janvier 2018." Fallait-il attendre une telle mobilisation pour prendre à bras le corps un chantier qui interrogent les guadeloupéens depuis de nombreuses années?

Le député Olivier Serva, également conseiller communautaire indique dans un communiqué, qu'une "plainte aurait été déposée contre Messieurs Eric Jalton et Jacques Bangou au sujet de marchés passés pour la rénovation du Centre des arts à compter du 25 novembre 2009." On apprend également que des "avenants auraient été signés à la faveur de l'augmentation de la rémunération du maître d'oeuvre l'agence Babel [Agence d'architecture, d'urbanisme et de scénographie, NDLR] à hauteur de 294% d'augmentation". Le 3 février 2016, Jacques Bangou alors maire de Pointe-à-Pitre postait sur Twitter les photos de la visite du chantier du centre des arts le matin même avec notamment les élus de Cap Excellence et Pointe-à-Pitre, soit près d'une cinquantaine de personnes.

Les acteurs culturels mobilisés attendent des réponses concrètes et de la transparence quant à l'avenir du Centre des arts et les générations qui ont pu profiter du foisonnement culturel de ce lieu seront certainement attentifs à ce dossier.